

Dernières données démographiques : quelques vérités qui dérangent

Les premiers symptômes apparurent en avril, lors de la publication par l'INSEE du nombre des naissances en mars, en baisse pour le troisième mois consécutif, par rapport au premier trimestre 2014. Une baisse qui, si elle se poursuivait tout au long de l'année, commencerait d'être inquiétante. Le professeur Jacques Bichot en faisait une première analyse publiée sur notre site. Au fil des mois qui suivirent, de nouvelles vagues de résultats arrivaient. Une confirmation hélas de la récession française en matière de berceaux. C'était pourtant peut-être le dernier point où nous étions moins mal lotis que les autres pays européens qui, comme l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie connaissent un désastre démographique.

L'INSEE, qui se refuse prudemment à « une analyse sur ces données incomplètes », puisque l'année n'est pas terminée, se veut rassurante en rappelant que « La France est le seul pays européen qui a eu une fécondité à la fois stable et élevée entre 2006 et 2013 » et qu'elle s'en était ainsi mieux tirée dans ce domaine que les autres

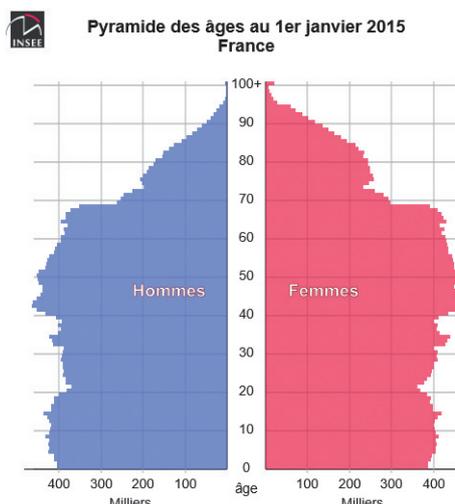
pays face à la récession. Elle ajoute que « Le haut niveau de fécondité s'explique aussi en partie par la politique familiale menée en France. Les dépenses en faveur des familles jouent un rôle structurel important ». Il est intéressant de noter au passage que l'INSEE reconnaît ici le lien entre politique familiale et maintien de la fécondité.

Moins de femmes en âge de procréer

Il faut considérer un autre aspect de la question. **L'INED nous dit que la baisse du nombre des naissances ne veut pas dire baisse de l'indice conjoncturel de fécondité.** A première vue ceci est plutôt rassurant. N'est-ce pas le taux de fécondité que l'on regarde généralement parce qu'il est le baromètre du renouvellement des générations ?

Avant de jouer sur les mots, il faudrait les redéfinir.

Le nombre de naissances se rapporte tout



simplement au nombre de bébés nés au cours d'une année donnée. Le taux de fécondité, plus subtil, est défini par l'INSEE comme *le nombre d'enfants nés vivants, au cours de l'année, des femmes en âge de procréer, c'est-à-dire le nombre des naissances, mais rapporté à la population moyenne de l'année de ces mêmes femmes.*

Ceci a son importance du point de vue démographique car, supposons qu'il y ait moins de femmes en âge de procréer, si elles continuent à avoir, en moyenne, le même nombre d'enfants, le taux de fécondité ne variera pas. En revanche, le nombre de naissances baissera.

Or nous commençons à sentir aujourd'hui les effets – annoncés à l'époque – de l'inversion de la pyramide des âges dans les années 1995 : le nombre de femmes en âge de procréer décline. L'UNAF précisait que « si le nombre de femmes d'âge fécond avait été aussi élevé en 2010 (apogée du taux de fécondité depuis 35 ans) qu'en 2000, il y aurait eu environ 30 000 naissances de plus. Si bien qu'un taux de fécondité inchangé pourra cacher une baisse des naissances et donc un solde démographique négatif - sauf bien sûr si l'on compte sur le solde migratoire pour la compenser- ou tout au moins un **ratio actifs/non-actifs de plus en plus défavorable** car il faut compter avec l'espérance de vie plus longue. C'est ce que les démographes comme Alfred Sauvy, Jean Legrand, Jean Dupaquier ou encore Gérard-François Dumont ont annoncé avec constance et arguments l'un après l'autre depuis près de quarante ans.

Quelques causes bien identifiées

On pense tout de suite aux **difficultés socio-économiques** et à l'**insécurité** morale et

matérielle qui n'incitent pas les générations en âge de procréer à se projeter dans le long terme et faire face à de nouvelles responsabilités. Plus la conjoncture est difficile, plus les familles ont besoin de visibilité, de savoir sur quoi on peut compter dans la durée. Quand on sait que du jour au lendemain, on supprime, réduit, coupe, ou assortit de mille conditions les aides sur lesquelles vous pensiez pouvoir compter en retour de votre investissement pour l'avenir de la nation, on voit les choses autrement. D'où la nécessité d'une politique familiale sûre, qui garantisse aux familles, quels que soient les aléas de la conjoncture, une base budgétaire et des infrastructures solides qui leur permettent de se projeter dans les vingt années que représentent l'éducation d'un enfant. Ainsi, la diminution des mesures familiales

Quand du jour au lendemain on supprime, réduit, coupe et assortit de mille conditions les aides aux familles, celles-ci n'osent plus s'engager...pour vingt ans

au Royaume-Uni en 2011-2012 a été suivie d'une baisse de fécondité. La Suède au contraire est souvent citée comme un exemple pour avoir redressé spectaculairement sa fécondité grâce à une politique familiale généreuse. En revanche, en France, **les effets du détricotage constant des mesures familiales se font maintenant sentir.** C'est ainsi que le taux de fécondité (en repli probable à 1,92 selon les estimations du démographe J. Legrand), loin du désir d'enfant des gens qui avouent en souhaiter en moyenne 2,5, fait méditer sur l'efficacité d'une réelle politique familiale.

L'individualisme en est une autre cause. La libération de la femme prônée comme

l'affranchissement des contraintes de la maternité, la solitude engendrée par les couples qui se font et se défont, ou tout simplement n'arrivent pas à s'engager.

Le travail des femmes considéré comme une priorité « n'autorise » l'enfant qu'après des études de plus en plus longues et une fois la carrière établie, pour autant qu'il ne la contrarie pas. (cf notre étude de 2014).

On peut évoquer aussi **l'âge de plus en plus tardif** des maternités et notamment du premier enfant. Cette notion est discutée mais vaut qu'on s'y arrête. Les femmes accouchent aujourd'hui en moyenne nationale (hors Mayotte) à 30,1 ans contre 26,5 ans en 1977. Elles sont âgées en moyenne de 28 ans pour leur premier accouchement et celles qui accouchent après 40 ans sont deux fois plus nombreuses aujourd'hui qu'il y a 20 ans ou 25 ans. Elles sont aussi beaucoup plus nombreuses à accoucher entre 30 et 40 ans. Les naissances à 40 ans ou plus représentent 5% des naissances en 2013 contre 1% en 1980. Il semblerait à première vue que ce soit un facteur de diminution de la fécondité. Les données biologiques font que la fertilité des femmes décroît sensiblement après trente ans et le facteur psychologique fait que le désir de se lancer dans une telle aventure décroît aussi dans les couples avec l'insouciance de la jeunesse. S'ils seront toujours disposés à avoir un premier enfant, il semble que plus ils commencent tard, moins ils en ont et que le temps perdu en la matière se rattrape rarement.

Néanmoins, le démographe Gilles Pison pense qu'il n'en est rien et se veut plutôt rassurant. Pour lui, même si les femmes accouchent plus tard, « *repousser un projet d'enfant, ce n'est pas y renoncer* ». Il est plutôt contredit par l'étude de l'INSEE déjà

citée plus haut qui n'est pas si optimiste et affirme que « *L'augmentation du taux de fécondité des femmes de 34 ans ou plus ne compense pas la baisse de celui de leurs cadettes* ». De quoi nuancer les propos de Gilles Pison.

Un solde démographique largement tributaire de l'immigration

Il est d'usage de dire qu'un solde démographique naturel négatif (les décès supérieurs aux naissances) peut être compensé par un solde migratoire positif. Madame Merkel illustre parfaitement cette ligne politique : face à la dépopulation allemande parvenue à un point de non-retour, au moins à long terme, elle appelle les migrants à prendre les places laissées vides par les Allemands. Avec tous les problèmes que cela pose d'intégration ou non et d'identité nationale. C'est un choix.

En France, on dit que la démographie relativement stable de ces dernières années n'est pas liée au solde migratoire. En effet, en 2010 par exemple le solde naturel était de 283 000 personnes, pour un solde migratoire de seulement 75 000 personnes. **C'est oublier que le solde naturel lui-même est tributaire pour près de 20% de l'immigration.** Ainsi par exemple, le nombre d'enfants de moins de 18 ans, vivant en 2012 dans une famille immigrée - la plupart étant nés en France, c'est-à-dire ayant la nationalité française - est de 2 796 274 sur un total d'enfants nés en France dans la même période de 14 552 800, soit 19,21%. Est-ce un choix ?

Construire notre avenir

Le professeur Jean Didier Lecaillon constatait déjà en 1996 qu'on ne connaît pas de cas, historiquement, de pays

ayant assuré son développement dans la stagnation démographique. Jacques Bichot, commentant en juin et en octobre le déficit des naissances rappelait que la santé économique d'un pays est tributaire de ses enfants, si l'on veut bien raisonner à long terme ! « *Les nouveau-nés d'aujourd'hui sont les écoliers de demain, les lycéens d'après-demain, les étudiants de 2035 et finalement les moteurs de l'économie des décennies 2040 à 2080* ». Il ajoutait qu' « *un être humain né en France crée en moyenne 70 000 € de richesses chaque année pendant 40 ans. Pour le total de sa vie active, cela fait 2,8 millions d'euros. 10 000 naissances en moins, c'est donc quelque chose comme 28 milliards d'euros de PIB en moins dans les décennies à venir* ». Or, il manque, pour les neuf premiers mois de l'année, 14 700 naissances par rapport à la moyenne

des 14 dernières années.

A l'heure où plusieurs pays d'Europe, les uns après les autres, sont en train de rebâtir une vraie politique familiale pour sortir leur pays de l'ornière démographique et économique, le nôtre à coup de sabre ou de piques d'épingle, démolit la sienne et perd ainsi toute chance de reconquérir sa place dans le monde, qu'elle soit morale, économique, démographique, politique ou sanitaire. Le tout étant lié.

Il est urgent de redonner un signal fort aux Français, à toutes les familles françaises, sans conditions de ressources, et les encourager à avoir des enfants lorsqu'ils sont jeunes.

Claire de Gatellier
Président

**Retrouvez cet article (et ses notes et références),
ainsi que d'autres, sur notre Site Internet :**

www.familleliberte.org

Suivez nous sur

Facebook : <https://www.facebook.com/pages/Famille-et-Libert%C3%A9/172120852925616>

Et Twitter : <https://twitter.com/FamilleLiberte>

La Lettre de Famille et Liberté - 17 rue Dupin 75006 Paris - Tél. 01.45.48.94.80
Mail : famille.liberte@noos.fr - Site Internet : www.familleliberte.org
Directeur de la publication : Claire de Gatellier. Dépôt légal : décembre 2015.
Impression : Lorraine Graphic Imprimerie – 2a rue du Réservoir – 54360 Blainville-sur-l'eau